

DAR ESSABR POUR LES CANCÉREUX À SÉTIF

Centre recherche financement
désespérément

L'association En-Nour d'aide aux malades atteints de cancer a lancé il y a quelques mois la réalisation d'une maison de patients, baptisée Dar Essabr, qui sera érigée à proximité du centre anticancéreux de Sétif, et financée par des bienfaiteurs et autres industriels de la même région.

L'objectif de ce centre permettra de subvenir aux besoins d'hébergement, de restauration, d'accès aux soins et de soutien psychologique des malades atteints de cancer. Mais pour le moment, les travaux de construction de Dar Essabr connaissent un sérieux retard, cette structure risquant de ne pas être livrée dans les délais, et ce, par manque de financement et d'aide.

«Les promesses faites par un grand nombre d'industriels et

d'hommes d'affaires de Sétif sont encourageantes mais elles doivent être concrétisées dans les plus proches délais. Le projet qui s'étend sur une surface bâtie de 2 067 m² et qui était un rêve des membres de l'association, comportera 100 lits avec un pavillon pédagogique.

Les travaux ont démarré avec l'aide de la wilaya qui a octroyé à titre gratuit un terrain de plus de 4 000 m² à l'association et a débloqué une enveloppe financière de 2 millions de dinars

pour entamer la réalisation. «L'étude a été faite à titre gracieux par un bureau d'étude public, à savoir l'URBAS», a affirmé le professeur Mokhtar Hamdi Chérif, président de l'association En-Nour.

Notons que l'APW de Sétif a débloqué une enveloppe de 500 millions de centimes pour la réalisation de cette structure pérenne qui offre aux malades atteints de cancer dans la région de Sétif un toit, des soins, un support psychologique et une aide administrative et logistique. Toutefois, l'APC n'a pour le moment pas pris part à ces actions de solidarité alors que ce projet demeure une première au

niveau national. A cet effet, et profitant de la visite du wali dans ce chantier, le professeur Hamdi Chérif a lancé un appel aux industriels et aux âmes charitables afin d'aider à la réalisation de cet espace primordial pour les cancéreux. «Nous espérons l'aide de tout le monde pour la réalisation de ce centre qui sera un havre pour les milliers de cancéreux de la région des Hauts-Plateaux.

Il faut savoir que la région enregistre chaque année plus de 5 000 cas de cancer, dont 1 200 uniquement dans la wilaya de Sétif», conclut le professeur Hamdi Chérif.

Imed Sellami

LUTTE CONTRE LE TERRORISME DES ROUTES À SIDI-BEL-ABBÈS

Retraits de permis
et cartes grises en série

La gendarmerie de Sidi-Bel-Abbès est sur le pied de guerre contre le terrorisme des routes sur tout le territoire de la wilaya, traquant sans répit les chauffards qui fauchent la vie des innocents, sans parler des lourds handicaps physiques chez les personnes blessées alors que les dégâts matériels se chiffrent par milliards.

L'année 2008 a été particulièrement sanglante en matière d'accidents de la route. Devant un bilan aussi lourd, la gendarmerie a pris des mesures encore plus répressives au niveau de ses nombreux points de contrôle et le renforcement de ses patrouilles surtout sur les axes routiers jugés plus meurtriers.

Ainsi, des retraits de permis de conduire sont faits en série pour excès de vitesse, dépassement dangereux et non-respect du

code de la route. Pour le mois de janvier et la mi-février 2009, pas moins de 686 permis de conduire ont fait l'objet d'un retrait, un chiffre très élevé en comparaison avec 2008. A propos des infractions, la gendarmerie a relevé 727 délits, entraînant 1 555 contraventions et 4 202 amendes forfaitaires. Pour les poids lourds, on notera pour la même période 216 infractions.

Les causes des accidents de la circulation ne sont pas seulement dues à l'excès de vitesse, au dépassement dangereux et au non-respect du code de la route, elles sont quelquefois imputées aux défaillances du véhicule (système de freinage, pneus usés, etc.)

Le passage au contrôle technique est obligatoire et beaucoup de conducteurs ne

s'y soumettent pas. Face à cette négligence lourde de conséquences, la gendarmerie a ouvert un autre front de dissuasion avec les retraits de cartes grises et la mise en fourrière du véhicule. 112 cartes grises ont, du 1^{er} janvier à la mi-février 2009, été retirées aux conducteurs récalcitrants. 183 véhicules ont été mis en fourrière.

Ces mesures de dissuasion ont commencé déjà à donner des résultats encourageants, puisque pour la période en question, les accidents de la route ont connu une nette régression. Le renforcement des points de contrôle et celui des patrouilles sur les axes routiers ne sont pas près d'être allégés tant que le terrorisme de la route sévira.

A. M.

MILA

La conservation des archives
au centre des préoccupations

La bonne conservation des archives, en vue d'entretenir la mémoire collective de la nation et d'assurer la continuité de l'Etat et de la société, a été soulignée lundi à Mila par M. Abdelmadjid Chikhi, directeur général des Archives nationales.

S'exprimant à l'ouverture d'un stage de formation destiné aux archivistes et aux responsables locaux, organisé conjointement par la direction générale des Archives nationales et la wilaya de Mila, M. Chikhi a indiqué que cette formation vise à doter les gestionnaires des archives au niveau des différentes directions de l'exécutif de la wilaya, des daïras et des communes de méthodes à même de leur

permettre d'améliorer leurs prestations.

Le wali de Mila a souligné, de son côté, l'importance devant être accordée à la conservation des archives «en améliorant les méthodes de classement» avant d'inviter les différents services et instances locales à veiller à une bonne conservation de toutes les archives officielles.

Selon un responsable local, la wilaya de Mila se dotera bientôt

d'un siège pour la direction des archives pour laquelle un terrain d'assiette a été dégagé, les travaux devant être lancés, selon lui, au courant de l'année 2009.

Cette rencontre a également été marquée par une communication de M. Mohamed Bounaâma, directeur central au niveau des Archives nationales, qui, à travers son exposé, a expliqué les différents textes de lois réglementant le secteur depuis 1971.

C'est à cette date, en effet, qu'avait été promulgué, sous forme d'ordonnance

présidentielle, le premier texte en la matière, consacrant la dimension institutionnelle des Archives nationales, avant que le décret de 1979 ne les dote d'une d'administration centrale et de services externes.

La loi n°88-09 relative aux archives a conféré aux Archives nationales, selon le conférencier, «toute leur dimension en les consacrant comme attribut de la souveraineté nationale». Cette loi a été renforcée, selon M. Bounaâma, en 1990, par les deux décrets de création des Archives nationales et du Centre des archives nationales en tant qu'outils de réglementation.

D'une durée de trois jours, la formation se poursuivra sous forme de quatre groupes ayant trait à «La gestion des documents administratifs», aux «Conditions et normes de conservation», à «La notification de l'archive et les outils de recherche» et à «La gestion des documents électroniques».

APS

AÏN-TÉMOUCHENT
Des médecins arrêtés
pour avortement illégal
à Hammam Bou-Hadjar

Un réseau spécialisé dans l'avortement illégal a été démantelé par la police judiciaire de la daïra de Hammam Bou-Hadjar, impliquant cinq personnes dont trois médecins et une chef de service dans un centre médical de la même ville. La police a agi après qu'une information lui eut parvenue selon laquelle un cabinet clandestin opérait des avortements au domicile d'une chef de service d'un centre médical de la cité des Thermes.

Munis d'un mandat de perquisition délivré par le procureur de la République près le tribunal de Hammam Bou-Hadjar, les policiers font une descente dans le lieu indiqué, et lors d'une fouille minutieuse, ils découvrent le cabinet. Agée de 54 ans, la chef de service effectuait des avortements moyennant une somme de 2 à 3 millions de centimes.

Lors de l'enquête, la mise en cause dénonça sa complice qui réside à Aïn-Témouchent et qui lui fournissait tous les produits pharmaceutiques dont elle avait besoin, ramenés par l'intermédiaire d'une cousine installée en France. L'interrogatoire permit à la police judiciaire de découvrir trois autres médecins pratiquant l'avortement, l'un installé à Tlemcen, les deux autres à El-Maleh et Aïn-Témouchent, exerçant dans des cabinets privés.

Les cinq mis en cause ont été arrêtés et présentés devant le tribunal de Hammam Bou-Hadjar. Les trois médecins et celle qui fournit les produits pharmaceutiques ont bénéficié de la liberté provisoire, tandis que la propriétaire du cabinet clandestin a été placée sous contrôle judiciaire.

S. B.

SOUK-AHRAS
Sit-in
des bénéficiaires
des 144 logements LSP

Les souscripteurs des 144 logements sociaux participatifs, situés à la cité Ibn Rochd, au chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras, tirent la sonnette d'alarme. L'OPGI de Souk-Ahras, qui est le maître de l'ouvrage délégué, est mis à l'index par les postulants qui sont toujours en attente de leurs logements, puisque plusieurs chantiers accusent un retard patent. Ces clients, qui commencent à perdre patience et se disent lésés par le non-respect du calendrier, signent et persistent que la remise des clés devait être effectuée le 15 janvier passé, selon un engagement signé entre les deux parties. Autres contraintes et pas des moindres, les souscripteurs des 144 logements LSP de la cité Ibn Roch ont été sommés dernièrement par l'OPGI de Souk Ahras de verser une deuxième tranche, soit un complément de 90 000 DA pour les F3 et 70 000 DA pour les F2, et de surcroît 134 millions de centimes de frais pour le notaire. Pourtant, ces derniers se sont déjà acquittés de 7 000 DA chacun pour la délivrance des actes. Devant cet imbroglio, les protestataires ont observé avant-hier un sit-in devant le siège de l'OPGI de Souk-Ahras dans le but d'une entrevue avec le directeur afin de trouver une issue à cette problématique. A vrai dire, la livraison des logements piétine et les responsables cafouillent tandis que les bénéficiaires ressentent un vif dépit.

Barour Yacine

Précisions

Suite à votre article paru dans l'édition du 15/02/2008 sous le titre «Un réseau de malfaiteurs démantelé», je vous prie de bien vouloir publier le correctif ci-après, à la même page. L'affaire d'escroquerie relatée par l'article en question ne concerne en rien la direction de l'université de Blida, elle concerne plutôt la direction des œuvres universitaires (DOU) de Blida, qui est une institution administrative tout à fait autonome par rapport à l'université et dont la mission est d'assurer le transport, la restauration et l'hébergement des étudiants. On aurait aimé que votre journaliste vérifie ses informations auprès de l'instance citée, avant leur publication, afin d'éviter toute désinformation pouvant entacher l'image de marque de l'université.

Le recteur